

## Conférence Banyuls 14 Avril 2221

Les Nations Unies ont proposé que cette année soit une « Année internationale de l'économie créative au service du développement durable », dans ce cadre, l'Association des Amis du laboratoire Arago de Banyuls sur mer m'a proposé de participer à cette soirée de réflexion au cours de laquelle nous allons examiner quelle est la problématique posée et que peut on en espérer.

Les organisations internationales, les gouvernements, les médias nous abreuvent de formules générales, motivées en permanence par un désir de consensus, elles masquent bien des questions, bien des problèmes. La réalité, la vie quotidienne des êtres humains, confrontée à une multitude de non dits génère des frustrations de plus en plus importantes qui à leur tour font émerger des réactions de plus en plus violentes dont on peut douter quelles soient facteur de développement durable ou non.

Je vous propose donc d'essayer d'y voir un peu plus clair, tenter de clarifier de quoi parle-t-on, que signifie développement durable puis qu'est ce que l'économie et enfin qu'elles sont les hypothèses ouvertes ou non par ce que certains appellent l'économie créative. Une réflexion sur les concepts et les mots, une revue de quelques constats sur la situation actuelle et terminer par une mise en perspective des propositions onusiennes.

### Développement durable

Commençons par le développement durable puisque cela semble être l'objectif affirmé par les Nations Unies.

Kenneth Boulding économiste et philosophe anglo-américain disait déjà dans les années 1950: « celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou soit un économiste ». Formule me semble-t-il toujours d'actualité, j'y ajouterai peut être ou un politicien.

Le concept de développement durable est lui même constitué de deux concepts, celui de développement et celui de durabilité. Je vais être bref sur le concept de développement, il est clair, il exprime une dynamique qui ne peut être que positive, c'est ainsi qu'il est perçu par la totalité des populations. Il ne viendrait à personne l'idée de penser qu'un développement puisse être un retour en arrière, une aggravation de la situation planétaire, une dégradation des conditions de vie des êtres humains. Nous savons tous que des populations obligées de quitter leurs terres pour migrer en raison de la dégradation de leur environnement naturel ou économique, ne sont pas dans une dynamique de développement, que des personnes qui travaillent plus pour obtenir moins de revenus et de services sont hors du champs du développement, que des populations qui voient disparaître leurs services essentiels sont des oubliées du développement. Nous savons tous cela mais il est utile de le rappeler tant ce terme martelé par les médias finirait par nous faire croire qu'il n'y a pas d'oubliés du développement.

Il est donc important de se poser la question: le développement pour qui ? Quand l'ONU souhaite promouvoir un développement durable, de quelles populations parle-t-elle, des êtres humains de toute la planète, de ceux des pays déjà développés, des populations les plus démunies? Un minimum d'éthique pousserait à d'abord prendre en compte le sort des plus démunis pour qu'ils puissent accéder au moins à une vie dans la dignité. Quand nous aborderons les objectifs d'une potentielle économie créative il nous faudra garder en mémoire que le développement global ne peut se priver d'une approche éthique qui implique de répondre en priorité aux problèmes des plus démunis. De poser qu'un être humain égal un être humain chacun avec ses différences, que les inégalités criantes, voire les situations de ségrégation doivent être éradiquées maintenant, au plus vite.

La seconde partie du développement durable, la durabilité a été définie par l'Organisation des Nations Unies depuis 1987 avec le rapport Brundtland, elle vise d'abord à ne pas remettre en cause la viabilité des générations futures. C'est à dire simplement ne pas dégrader les ressources naturelles de notre unique planète afin que les descendants des êtres humains actuels puissent s'épanouir dans un milieu naturel favorable à la vie humaine. Permettez moi de rappeler que la vie humaine n'est pas un élément à part mais est conditionnée par celle de tous les êtres vivants. Donc, la formulation des Nations Unies sans le dire, et c'est dommage, sous entend un environnement qui conserve la totalité de sa biodiversité. La dégradation accélérée de cette biodiversité durant les cinquante dernières années montre déjà à quel point prétendre aujourd'hui à une durabilité de l'existant est souvent difficile. Le dernier épisode de la COVID, nous rappelle brutalement que déforestation et urbanisation galopante, non seulement détruisent notre biodiversité, mais risquent de faire émerger de nouvelles espèces vivantes qui ne seront pas nécessairement très favorables à la survie des êtres humains. La durabilité du développement et

la protection du milieu naturel incluant la biodiversité ne sont pas seulement étroitement imbriquées, elles sont totalement indissociables. Toute diminution de la biodiversité ampute quelques part une potentielle garantie de durabilité, et pour les êtres humains une réduction du champs des possibles dans le futur.

Qu'en est il sur le terrain dans la vie quotidienne des populations? Quand au nom de la meilleure rentabilité immédiate, un pays d'Afrique de l'Ouest remplace la culture du coton et ses cultures associées par des anacardiens en monoculture, non seulement il se prive de l'appui à la sécurité alimentaire que représentaient les cultures en rotation avec le coton que sont par exemple le maïs et le riz pluvial. Ce pays fait aussi disparaître le savoir faire des paysans capables de gérer une exploitation agricole avec diversification des cultures. Il fait aussi disparaître des pratiques, une culture, pas seulement au sens de la production agricole, mais aussi d'une perte de connaissances, de savoirs, de perceptions et de modes de gestion du monde accumulés et construits à travers des décennies voire des siècles. Il en fait des cueilleurs d'anacarde, et en faisant disparaître la diversification il appauvrit les sols et augmente les risques de propagation fulgurante d'une maladie sur une monoculture. De nombreux économistes y compris des Nations Unies, appellent ce passage du coton et cultures associées à l'anacarde un processus de développement pour la simple raison que les revenus actuels des producteurs d'anacardes seraient supérieurs à ceux d'une exploitation cotonnière. Ici le mot « actuel » a toute son importance car ce que les économistes appellent le marché peut très bien se retourner dans quelques années, les anacardiens sont plantés pour 25 ans, et les revenus alors produits seront bien insuffisants pour acheter les produits alimentaires des parcelles complémentaires au coton. Ou est la durabilité du développement dans cette histoire?

L'Afrique de l'Ouest est loin, ce sont des pays du sud, comme on le dit, des pays en développement, sous entendu les erreurs y sont possibles n'est ce pas. Alors prenons la France, par exemple le développement des élevages de porcs en Bretagne. En trente ans nous avons assisté à une dynamique d'intensification et concentration des élevages qui sont maintenant devenus industriels. A quel prix! Une pollution des sols tellement forte qu'elle a entraîné l'envahissement des algues marines, les algues vertes, et ce n'est que la partie la plus visible, la plus spectaculaire, d'une dégradation généralisée de la qualité des sols. Il faut bien déverser le lisier de plusieurs millions de porcs quelque part, sur des sols que les eaux de pluies vont lessiver et drainer vers les rivières et in fine vers la mer, vers les plages. Pourtant, aujourd'hui, si vous tapez « agriculture bretonne » sur un moteur de recherche internet, plus de 90 % des articles vous parlent positivement du développement de cette agriculture de plus en plus intensive. C'est devenu une habitude, journalistes, agronomes, agro-industriels et même paysans utilisent le terme de développement pour parler de croissance quantitative et surtout de croissance des revenus financiers. Qu'importe les dégâts collatéraux, la Bretagne produit plus de cochons. Elle produit aussi des paysans qui se suicident, des sols dramatiquement dégradés, un environnement d'algues vertes qui fait tellement peur que les décideurs font tout pour en cacher la nocivité, mais il n'est pas besoin de faire l'audit les comptes des banques locales, c'est sûr elles se sont bien développées ces trente dernières années.

L'accord de Paris pour lutter contre le réchauffement climatique a été signé en grande pompe mondiale le 12 décembre 2015, une grande fierté pour la France pays hôte. Pourtant au mois de Mars de cette année nous avons appris que la France venait de dépasser son quota annuel d'émission de CO2 pour atteindre ses objectifs de 2030. Je ne vais pas vous refaire ici l'historique de la convention citoyenne pour le climat et de ses résultats, les médias vous en ont abreuvés et si vous le souhaitez nous pourrions revenir sur l'intérêt de ce processus dans nos discussions. Mais je voudrais soumettre à votre réflexion un autre exemple très concret, un autre exemple bien français celui de l'exploitation de nos forêts. Problème certes complexe mais avec des dérapages littéralement stupéfiants dans notre contexte officiellement présenté comme visant le développement durable. Des pratiques de recherche de profits financiers à court terme avec des coupes rases dévastatrices qui plus est pour produire des granulés de bois pour le chauffage domestique, sacs de granulés étiquetés « développement durable » et qui lorsqu'ils se consomment libère tout le CO2 que les forêts avaient capté depuis des décennies. Les coupes rases détruisent la biodiversité même quand elles sont remplacées par de nouveaux champs d'arbres à espèce unique. Le comble c'est que les consommateurs de granulés de bois pensent honnêtement s'inscrire dans le développement durable. Pratiques dénoncées mais toujours courantes, c'est légal et rentable, le bois consommé libère plus de particules fines dangereuses pour la santé que le charbon cela n'empêche pas d'envisager de faire des centrales électriques au bois. Plus gênant encore dans un pays démocratique, les reporters ont toutes les peines du monde à documenter, à

s'approcher des chantiers, au nom de la propriété privée la police veille et les repousse. Mais direz vous l'accord de Paris lui aussi est légal, oui légal mais non contraignant. La propriété privée industrielle semble bien être plus légale que l'accord de Paris.

Il est une autre durabilité dont presque personne ne parle c'est celle des êtres humains. Comme si la vie était la même pour tous. Permettez moi de vous livrer quelques éléments d'une analyse de Didier Fressin lors de sa leçon inaugurale au collège de France, vous pouvez en retrouver l'intégralité sur le site du Collège de France. C'est une splendide démonstration sur l'inégalité des vies, pas seulement du temps de vie biologique mais aussi et surtout sur l'inégalité de la qualité de vie des uns et des autres. Il y a quelque chose de poignant dans cette leçon, que dans des pays hautement industrialisés depuis des siècles on en soit encore à avoir des dizaines de millions d'êtres humains vivant dans la précarité, qu'il puisse y avoir en France en 2020, 12 ans de différence d'espérance de vie entre les professeurs et les employés, qu'aux USA les universitaires blancs puissent vivre en moyenne 14 ans de plus que les noirs qui n'ont pas terminé le secondaire, que dans tous les pays les femmes soient toujours moins payées malgré des charges de travail supérieures à celles ces hommes. Ce n'est pas seulement la durée de vie mais aussi la qualité de la vie qui est dramatiquement dévalorisée par le système économique actuel. Que de luxe inutile pour les mieux pourvus, que de souffrances pour les plus démunis, cela est bien sûr connu de tous mais il y a dans cette leçon de Didier Fressin le ton juste, la mise en évidence de la pérennisation d'un monde de souffrance et de douleurs pour la plus grande partie de l'humanité. Ce rappel avec des données statistiques indiscutables nous pose fermement deux questions pourquoi le développement est il aussi inégalitaire qu'il en arrive à hiérarchiser la durée potentielle du temps de vie et en plus pourquoi la qualité de la vie est elle le plus souvent inversement proportionnelle à sa durée. De quel développement durable parle-t-on? Avec quelle stratégie, quels outils?

Autre question, le développement durable est il possible avec des types de sociétés non inclusives, des sociétés dont l'organisation sociale et politique au nom d'une démocratie qui se veut représentative génère une déresponsabilisation généralisée au point que même dans les pays dits développés, pratiquement 50 % des populations se désintéressent de l'élection des décideurs. Décideurs qui à leur tour se coupent de leur peuple et prennent de plus en plus des décisions de manière autoritaire. Ce que de nombreux historiens ont appelé l'âge d'or des anciens empires, était pratiquement toujours le moment de la plus grande concentration des pouvoirs et des richesses, le moment qui fut aussi le plus proche de leur déclin puis de leur disparition (empires khmer, Ottoman, Romain, du Mali etc.). Il semble bien que la concentration des pouvoirs et des richesses ne soient pas la meilleure voie pour garantir la durabilité. Pour autant les coopérations internationales bilatérales et multilatérales dédient très peu de leurs financements à l'appui au développement de la démocratie. Le discours pro démocratique est bien là mais ni les fonds ni les programmes ne l'accompagnent.

Heureusement, un nouveau souffle se lève un peu partout dans le monde avec une jeunesse qui considère de plus en plus que l'avenir de leur pays et de la planète ne se décidera pas sans elle.

Il ne faut pas désespérer, nous venons d'avoir une bonne surprise la semaine passée avec le peuple Inuite qui à la surprise générale a élu des responsables écologistes qui refusent les richesses éphémères d'une industrialisation minière au profit d'une mise en valeur agricole protectrice de leur environnement.

Je vais en rester là pour le développement durable, mais quand nous allons aborder l'économie créative pour un développement durable comme le souhaite l'ONU il nous faudra garder à l'esprit que le développement durable pour les êtres humains ne peut se passer d'une approche éthique, d'un centrage sur l'équité, un développement inclusif avec la participation de tous au bénéfice de tous, et que sa durabilité dépendra d'abord de notre capacité à protéger la biodiversité, à protéger tous les autres êtres vivants avec qui nous partageons notre planète. Ce n'est pas qu'une histoire de limitation d'émission de CO2 et de changement climatique.

## **L'économie.**

La science est généralement définie par ses principes d'universalité et de reproductibilité. Même si les cursus universitaires du monde entier offrent des diplômes de sciences économiques, ils seraient bien dans l'impossibilité de garantir que les stratégies et outils enseignés généreront des analyses en conformités avec ces deux principes fondamentaux.

Pour preuve, deux chercheurs de la banque centrale des Etats-Unis ont refait 67 études empiriques publiées dans les meilleures revues de la profession. Ils n'ont retrouvé les mêmes

résultats que pour la moitié d'entre elles. Bref, au mieux, les économistes nous fourniraient des demi-vérités ! Comme l'a fait remarquer de manière désabusée Paul Krugman prix Nobel d'économie : « les économistes dominants *utilisent les faits de la même façon qu'un ivrogne se sert d'un lampadaire : pour les soutenir, pas pour les éclairer* ».

Ce n'est pas cette année covid qui va renforcer la crédibilité des « sciences économiques ». Pour ceux qui ont encore des certitudes je leur suggère de lire le numéro 404 de Septembre 2021 d'Alternatives Economiques intitulé « panique chez les économistes: ces 10 lois du marché qui ne fonctionnent plus ». Simple, bref, ce dossier fait la démonstration irréfutable que les principales affirmations de la prétendue science économique sont fondamentalement remises en cause par la réalité du fonctionnement économique des dernières décennies. Pour vous donner une idée, parmi les 10 affirmations constitutives du dogme que les économistes vous ont asséné pendant les trois dernières décennies prenons en brièvement quelques unes: (1) Première assertion: Créer massivement de la monnaie nourrit l'inflation. Sous entendu l'inflation c'est mauvais, donc pas de nouvelle création monétaire, donc moins de crédit. Rappelez vous les discours sur l'austérité jusqu'à fin 2018. Oser contester cette austérité vous faisait systématiquement passer pour un économiste irresponsable, un mauvais économiste. Janvier 2019 la COVID s'invite sur la scène mondiale. L'austérité disparaît comme par enchantement remplacée par le « quoi qu'il en coûte », plus de 500 milliards côté européens, 2000 milliards, peut être 5000 côté américain. La monnaie se crée alors comme par miracle; Assertion (3): La bourse finance les entreprises. C'est pour cela qu'elle a été créée. Pourtant actuellement la bourse retire plus d'argent à l'économie qu'elle n'en injecte. La bourse finance la spéculation financière, les entreprises rachètent leurs propres actions; Assertion (5): Une hausse du SMIC détruit les emplois. Pourtant, les études des dix dernières années n'apportent aucune preuve au contraire, même Krugman, considéré comme un des plus grands économistes américains, remet cette assertion en cause. Assertion (7): on ne peut pas avoir de taux d'intérêt négatifs. Cela va de soi n'est ce pas, qui va décider de perdre de l'argent en le prêtant? Et pourtant en 2019 l'agence Bloomberg informait qu'environ un tiers des emprunteurs peu risqués a pu emprunter à des taux négatifs dont la France. Assertion (10): la dette publique est un obstacle à la croissance, c'est ce qui a justifié toutes les politiques d'austérité des trente dernières années. La fameuse histoire du seuil de 90% du PIB au delà duquel la dette deviendrait insoutenable, ceci a été déterminé par Reinhart et Rogoff après la crise de 2008, il a été démontré depuis que leurs calculs étaient faux, sans pour autant en remettre en cause les conclusions, jusqu'à ce que la COVID arrive et toutes les dettes s'envolent. A noter que Reinhart est aujourd'hui économiste en chef à la Banque mondiale. Je vous laisse approfondir ce passionnant dossier à la fin duquel vous pourrez certainement penser comme le disent si souvent les ivoiriens « ce qui est sûr c'est que rien n'est sûr » dans la vie comme dans le monde de l'économie.

Je peux même confirmer par un exemple professionnel personnel. En côte d'Ivoire, Avril 1990, je suis nommé économiste pour le secteur agricole au bureau de la Banque Mondiale à Abidjan. Après un mois, un peu perdu par l'énormité des dossiers, pensant pouvoir mieux comprendre les stratégies de l'institution je me dis, il serait bon de voir quelles étaient les analyses et les perspectives envisagées par la banque pour le secteur agricole de la Côte d'Ivoire 5 ans avant, en 1985. Je me plonge dans les archives et là, stupéfaction, la situation en 90 est tellement différente de celle qu'avait prévu la Banque que je vais voir mon directeur pour tenter de comprendre. La réponse est cinglante « et alors Christian tu crois qu'on a une boule de cristal, un pays c'est compliqué, ça ne se développe jamais comme prévu. Laisse tomber les archives, tu viens d'arriver c'est pas le moment de critiquer, va faire ton boulot en suivant les directives, les « guidelines » de la Banque mondiale pour qui tu travailles ». Il ne faut jamais oublier que chaque économiste travaille avant tout dans le cadre et les règles de son institution.

Au bout du compte, quelles sont les lois économiques rigoureuses, scientifiques, reproductibles dans tout type d'environnement? Il y en a vraiment très peu. Tout au plus l'économie est elle un outil, un ensemble d'outils d'analyses et propositions qui se construisent le plus souvent de manière empirique et qui évoluent sans arrêt, principalement en raison de la multiplicité des facteurs qui peuvent en influencer les changements. L'exemplarité qui permet la reproductibilité dans les mêmes conditions est le plus souvent l'exception. La puissance de ce que

l'on appelle les modèles dépend plus de la puissance médiatique de leurs concepteurs que de la fiabilité de ce qu'ils prétendent démontrer.

Comment en sommes nous arrivés là? Aucun doute qu'au niveau mondial certains groupes de populations ont vu leurs conditions de vie s'améliorer, mais la pauvreté, la précarité touche encore la majorité de la population du globe et sans vouloir noircir le tableau, il faut quand même rappeler que nos modèles de développement ont produit le siècle le plus sanglant de toute l'histoire de l'humanité, le XXème siècle, avec ses deux guerres mondiales et ses systèmes appelés communistes, soviétique et chinois, au total largement plus de 100 millions de morts. Or, le rôle des planificateurs de l'économie et leur imbrication dans les jeux des politiques barbares fait froid dans le dos. L'économie a joué un rôle central dans le développement des dynamiques guerrières et d'oppression. Pourtant l'économie est censée faciliter de meilleures conditions de vie pour les êtres humains. Les économistes n'ont-ils pas compris quel devait être leur véritable et unique objectif: une vie décente pour tous les êtres humains? Ou leurs outils sont-ils véritablement peu efficaces voire complètement tordus. Prenons quelques exemples:

Le PIB, Produit Intérieur Brut, c'est à dire la richesse produite en un an par la population d'un pays. C'est la référence mondiale de 90 % des économistes. Mais vous, hommes ou femmes, qui vous occupez d'activités domestiques, d'associations ou d'accompagnement de proches en difficulté, qui passez une grande partie de votre temps de vie à former vos enfants et préserver vos parents, vous en êtes exclus. Vous n'êtes pas dans la comptabilité du PIB. Le temps et les activités passées à favoriser le bonheur ou au moins le mieux vivre des autres n'est pas considéré comme une production de richesse par les économistes. Pour un économiste orthodoxe, la solidarité humaine est hors de son monde, seule compte la production des biens et services marchands pour accroître les profits du capital investi.

Autre outil d'analyse, la compétitivité, elle est vendue par les politiques comme un critère de réussite, une obligation absolue. Au point que chacun devient persuadé que la recherche de compétitivité est une bonne chose. Pourtant en son nom des millions d'êtres humains voient leurs conditions de travail se durcir ou perdent leurs emplois. Or la compétitivité n'est rien d'autre que la recherche du coût de production le plus bas pour accroître les profits de l'entreprise. Coût de production le plus bas, dans la grande majorité des cas, signifie aligner les conditions de travail sur les plus exploités. Compétitivité et développement ne sont-ils pas un oxymore? Définitivement irréconciliables.

Les brevets sont un pilier des économies dites modernes. Ces brevets sont devenus des propriétés privées que le monde entier doit respecter et surtout en payer les coûts. On nous explique que cela permet de mieux financer la recherche et le développement, qu'il est normal que celui qui a trouvé soit l'unique propriétaire. Quelle est la légitimité de ce système? Pratiquement tout ce qui est trouvé aujourd'hui l'est grâce à des accumulations de connaissances construites et partagées par une multitude d'êtres humains. Aucun chercheur, aucune entreprise ne peut prétendre avoir découvert quelque chose sans avoir emprunté à la connaissance universelle. Alors quelle est la légitimité de créer une propriété privée, un brevet sur ce qui dans les faits n'est qu'un aboutissement suite à l'agrégation de multiples connaissances. Certes, l'inventeur individu ou collectif, a eu le mérite de trouver la bonne formule pour générer un nouveau produit, une nouvelle technique mais doit-il pour autant en être l'unique bénéficiaire? Une société basée sur les brevets est une société d'exclusion. Et ce n'est pas cette année de guerre des vaccins anti-covid qui va le démentir.

Nous pourrions continuer pendant des heures à égrener ce que j'appelle le dictionnaire des mots qui tuent en économie. Car derrière tous ces concepts, toutes ces formulations, il y a les conséquences pour les êtres humains et elles sont loin, très loin d'être toutes positives.

Pour les économistes, il est valorisant de faire croire que l'économie est une science et que leurs analyses sont fiables, mais il suffit de reprendre leurs prévisions d'il y a cinq ans pour se rendre compte qu'il n'en n'est rien. C'est tout simplement stupéfiant. Mais ce qui l'est encore plus c'est que la population puisse toujours croire leurs discours. Que les gouvernants les croient, c'est compréhensible puisque dans les faits ils travaillent pour maintenir leur système mais les populations qui en sont les victimes permanentes, c'est plus troublant. Les médias dominants sont certes des diffuseurs peu critiques du discours des économistes, mais maintenant avec internet, l'information y compris celle qui remet en cause les certitudes économiques est plus que jamais accessible. Alors pourquoi cette relation à l'économie ne change-t-elle pas? La réponse me paraît

simple, les populations sont tellement convaincues que l'économie c'est trop compliqué, « on ne comprendra jamais » alors autant laisser les économistes s'en occuper, eux seuls peuvent comprendre, même si les résultats se révèlent si différents des prédictions, eux seuls savent pourquoi. Pourtant pour avoir pendant des années exposé et discuté les problèmes économiques avec des populations analphabètes, j'ai la profonde conviction que tout être humain peut comprendre l'économie à fortiori quand il a le certificat d'étude primaire.

Les incompréhensions viennent du fait que les économistes dans leur grande majorité, veulent faire entrer la réalité dans le cadre de leurs dogmes. Cela ne fonctionne pas et devient totalement incompréhensible. Si le dogme est vrai et que les résultats ne sont pas là ils pensent que la réalité est en cause, il faut la changer. Mais les populations vivent leur réalité et ne veulent pas en changer au nom de raisonnements totalement abstraits et surtout si différents que ce qu'ils vivent au quotidien. Comment peut on et pourquoi veut on faire que la vie des êtres humains rentre dans un moule unique dont le caractère immuable ne serait garanti que par un ou quelques dogmes construits sans jamais les consulter ? Pourquoi ne pas accepter l'indiscutable complexité de la vie et penser que les outils économiques dont nous avons besoin seront toujours en expérimentation permanente, comme l'évolution de la vie, que la « science économique » n'est pas une science normative, elle n'est qu'une science expérimentale, une science empirique qui risque bien de ne jamais trouver son model définitif.

L'être humain ne se lève pas chaque matin avec une calculette à la main qui va lui dicter ce qu'il va faire de sa journée avec comme seul objectif accroître son profit. Il se lève avec des problèmes plein la tête certes économiques mais aussi de relations humaines avec son proche entourage et aussi avec l'envie de se sentir bien, heureux pendant cette nouvelle journée. C'est certainement la principale explication de nos incompréhensions, les calculettes des économistes ne sont pas les boussoles permanentes de nos vies, nous cherchons à vivre pleinement avec nos sentiments, nos humeurs, notre irrationalité toute humaine qui embrouille tant les économistes et les agacent.

Il ne s'agissait pas pour moi ici de « démonter l'économie » comme on le dit, cela n'aurait pas grand intérêt, mais seulement de rappeler que dans ce domaine les certitudes ne sont pas beaucoup de mise, que si l'on veut améliorer la vie des êtres humains dans une perspective de développement durable, il va falloir en toute objectivité, tenir compte des leçons du passé et se dire qu'il nous reste encore beaucoup, beaucoup de questions à approfondir et d'outils à réviser voire à reconstruire entièrement. L'économie créative pourra-t-elle participer à cet immense champs de travail?

### **Economie créative.**

Cette formulation peut paraître étrange, de quoi s'agit il? Beaucoup pourraient penser qu'il s'agit de la capacité de création de l'économie, confondant économie créative et économie créatrice. Pour l'économie créatrice, celle qui crée tous azimuts avec une imagination sans fin, j'aurais pu vous parler de la partie inquiétante celle des paradis fiscaux, de la mondialisation, des outils de l'accroissement vertigineux des profits et bien sûr en miroir de l'accroissement des inégalités... vous décrire la face noire de l'économie, mais pour rester optimiste je vous aurais certainement invités à réfléchir sur les mouvements qui germent et s'étendent très vite, pas seulement en France, mais dans le monde entier pour promouvoir: le revenu universel, la valeur d'usage qui veut se substituer à la valeur marchande, la diminution du temps de travail, les coopératives locales de production d'énergie, les SCI: sociétés coopératives d'intérêt collectif, la suppression des brevets et la réorientation des financements de la recherche, les vraies mutuelles, les analyses sur la monnaie pour qu'elle soit uniquement vecteur d'échange sans possibilité de thésaurisation, la gestion des communs, la sécurité sociale de l'alimentation... bref un foisonnement d'initiatives positives. Certes, beaucoup d'entre elles sont encore embryonnaires mais durant ces dix dernières années, avec leur partage sur internet, elles ne s'épuisent pas, bien au contraire elles ne font que grandir. Fait nouveau, elles s'étendent maintenant sur toute la planète et plus seulement chez les intellectuels ou les chercheurs mais chez tous les militants de base, comme une lame de fond qui est en train de se construire.

Ce pourrait être l'objet d'une autre soirée débat car aujourd'hui il nous faut bien revenir au thème souhaité par les Nations Unies, beaucoup plus restrictif celui de l'économie créative. Les Nations Unies avec l'UNESCO, la CNUCED et quelques autres ont depuis le début de ce XXI ème

siècle tenté de faire émerger ce concept d'économie créative. Dans les faits il s'agit tout simplement de promouvoir l'économie de la création artistique et culturelle.

Quelles étaient leurs ambitions au début des années 2000? Identifier un nouveau secteur économique? Il existait déjà. Le mettre en valeur pour le rendre plus performant, plus fort? Certainement, mais plus performant pour quoi faire? Pour en développer le marché, les sources de profits, ou pour mieux l'autonomiser et en préserver la spécificité?

Car c'est vrai, le secteur de la production artistique et culturelle a une spécificité. Il traite de la culture, c'est à dire de la construction de l'essence, de l'âme des peuples, de la construction des imaginaires, de leur identité, de leur manière d'être, de penser et d'agir, d'une sorte de programmation mentale. Ce n'est pas rien. Ce n'est pas la fabrication et la vente de boîtes de sardines. Vouloir faire entrer ce secteur de multiples activités humaines dans le cadre, voire sous la tutelle de l'économie quel qu'en soit le modèle pose de nombreuses questions. La première étant : la production culturelle doit elle être au service de l'économie ou l'économie au service du cadre culturel? Avec une ambiguïté supplémentaire du fait que le capitalisme, dans sa version industrielle a depuis deux siècles façonné sans relâche une culture qui favorise ses propres intérêts.

Les premiers rapports importants avec une perspective mondiale, datent de 2008, et surtout 2013 avec l'UNESCO. Ce dernier intitulé « les industries créatives : une nouvelle économie de la culture » fait encore référence aujourd'hui. Il y est précisé : la « "créativité" désigne la formulation d'idées nouvelles et l'application de ces idées à la production d'oeuvres d'art et produits culturels originaux, de créations fonctionnelles, d'inventions scientifiques et d'innovations technologiques. La créativité comporte donc un aspect économique observable dans la manière dont elle contribue à l'esprit d'entreprise, encourage l'innovation, augmente la productivité et favorise la croissance économique ». Fin de citation, étonnant mélange, puisque on y retrouve les inventions scientifiques, les innovations technologiques, comme s'il ne s'agissait plus du seul secteur de la production culturelle. Pourtant, pendant des décennies L'UNESCO, a brillamment défendu la valeur intrinsèque de la culture insistant avec succès sur son immense pluralité, certes sans en cacher les potentielles retombées économiques, mais sans en faire la priorité. Ce rapport de 2013 semble bien marquer un tournant ou pour le moins un fort recentrage vers la recherche de l'accroissement de la productivité et de la croissance économique. C'est à dire la marchandisation maximum des productions culturelles.

Ce n'est donc pas un nouveau concept, un nouveau paradigme qui nous était proposé mais une tentative de rationalisation et renforcement du secteur dans le cadre de l'économie néolibérale productiviste. Rien de bien nouveau, ce n'était qu'emboîter le pas à la puissante machine de l'économie du spectacle déjà largement mondialisée sous le leadership américain.

Les dix recommandations du rapport de 2013 sont claires, il s'agit de faire de l'économie créative un secteur économique performant selon les critères de l'économie productiviste. Certes la première recommandation affirme que « l'économie créative produit de la valeur non monétaire » mais elle est suivie des neuf autres qui la positionne comme un moteur des processus de développement économique, de mieux formaliser l'informel dans une chaîne de valorisation bien régulée et bien contrôlée pour finalement inscrire la culture dans le cadre des politiques de développement économique existantes.

Il y a dans ce rapport beaucoup d'éléments intéressants dont en particulier l'accent mis sur le local mais la dynamique proposée n'en est pas moins de faire de la production culturelle un secteur économique comme un autre, comme si l'économie dirigeait le monde.

Cette option est d'ailleurs confirmée dans un rapport de la CNUCED de 2019 intitulé « biens et services créatifs, une économie chinoise en plein essor impulse une dynamique en Asie ». Ce rapport s'enthousiasme des succès de la Chine. « les biens et services créatifs vont croître en parallèle et auront un impact durable sur le commerce et une forte influence culturelle ». Une forte influence culturelle sans aucun doute, mais laquelle? Une dynamique fondée essentiellement sur l'accroissement de l'emploi marchand et du profit, avec en arrière plan des velléités de propagande, peut elle être considérée comme un outil du développement durable pour la planète? Cette question pourtant essentielle ne semble pas effleurer la CNUCED: Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, ce qui compte c'est la croissance quantitative.

Je ne suis pas un spécialiste de l'économie créative, cependant mon itinéraire professionnel m'a offert la chance d'être immergé de longues années dans des cultures très différentes de celle de ma jeunesse. Expérience extrêmement enrichissante qui m'a permis de prendre du recul par rapport à ce que véhicule ma propre culture, d'écouter comment d'autres la questionne et m'inciter à m'interroger sur le bien fondé de quelques unes de mes « certitudes ».

Enrichissante aussi parce qu'elle permet, lorsqu'on ne s'enferme pas dans le cocon du monde des expatriés, de découvrir des êtres humains qui ont d'autres perceptions du monde, d'autres formulations de leur identité, d'autres formes de perception et de formulation de leurs relations aux autres, à l'altérité.

Cette expérience de vie m'a amené à penser que la production culturelle pouvait s'articuler en trois grandes catégories à la fois distinctes et très interdépendantes les une des autres. Des catégories en fonction des temps considérés.

### **La culture qui se transmet par la mise en scène du passé.**

Dans la plupart des pays, la transmission culturelle quels que soient les outils, valorise très largement celles et ceux qui sont considérés comme des héros, des êtres humains exceptionnels. Cette héroïsation de l'histoire consolide une culture des chefs, du rapport dominant dominé en magnifiant la place des dominants. Si le développement durable comme nous l'avons vu précédemment ne saurait exister sans dynamique d'inclusion de tous les êtres humains le retour de la vie quotidienne des peuples dans les récits historiques me paraît une obligation. Certes, ces dernières décennies il semble que les historiens qui ressuscitent les peuples deviennent de plus en plus nombreux et que les productions culturelles qui se fondent sur leur travail vont dans le même sens. Si les Nations Unies souhaitent intégrer l'économie créative dans un développement durable il serait bon que l'institution facilite techniquement et financièrement les structures qui réintègrent la totalité des êtres humains dans la compréhension du passé. La question posée ici est de savoir si les Nations Unies vont supporter ouvertement le renforcement de l'histoire inclusive.

### **La culture comme miroir du présent.**

Les êtres humains produisent en permanence leur propre culture. Celles dont les historiens s'empareront plus tard pour décrire leur évolution. Le rôle de la production créative est-il de promouvoir un miroir déformant qui reflète la concentration autour de blockbusters rentables ou de faciliter l'élargissement du miroir pour qu'il inclue la totalité des acteurs de la société? Un des éléments qui me paraît fondamental dans la production comme dans la consommation des biens culturels est un élément purement économique, c'est le temps de travail. Des êtres humains qui travaillent à produire des biens et services marchands 40 voire 60 h par semaines ont-ils le temps, la force et la disponibilité intellectuelle pour aller voir ou entendre des productions culturelles autres que celles de leurs télévisions, tablettes ou ordinateurs, à fortiori pour ce qui concerne leur propre participation à la production de culture. Je reviens ici sur la leçon de Didier Fressin au collège de France, sur la qualité de la vie. Qu'est-ce qui doit être le plus important pour les grandes organisations internationales, promouvoir la rationalité économique de l'économie créative dans le cadre de la toute puissante économie néolibérale ou requérir de tous les gouvernements que dans le cadre du développement de l'économie créative ils doivent donner à chaque être humain, le temps et les moyens de profiter des productions culturelles mais aussi et surtout d'en être des acteurs au sens littéral du terme, de produire ce qui deviendra leur histoire afin que celle-ci ne se rétrécisse pas à leur seule fonction de travailleur salarié.

Ce qui vient de se passer avec le covid, avec des gouvernants qui ont pu se considérer légitimes pour déclarer que la culture n'était pas un bien essentiel, réduisant les êtres humains à l'unique fonction de producteurs et consommateurs de biens et services marchands, devrait questionner l'ONU et ses agences sur leurs orientations de travail. Il faut cependant noter que la réaction outrée de la population obligeant à la réouverture des librairies, même avec un impact limité, a maintenu une lueur d'espoir quand à la bonne place que de nombreux citoyens souhaitent conserver à la culture dans leur vie quotidienne.

### **La culture qui construit des imaginaires du futur.**

C'est aussi à travers la création culturelle que les êtres humains se projettent dans le futur, qu'ils se créent des récits individuels ou collectifs qui occupent leurs rêves, qu'ils stimulent aussi leur volonté d'agir pour changer leurs situations de vie. La puissance des instruments de la création culturelle pour orienter les êtres humains a été maintes fois décrite, que ce soit pour le meilleur ou pour le pire. Au nom de la croissance économique faut-il donner plus de puissance aux firmes qui produisent films, ordinateurs, livres, tablettes mais qui diffusent massivement des cultures de domination, d'oppression, de stigmatisation, de retour à la barbarie? Le problème posé aujourd'hui comme hier n'est-il pas d'abord une question de clarification des objectifs de l'économie créative? Attention, ici il n'est pas question de censure, toutes les idées ont le droit de s'exprimer tant qu'elles ne remettent pas en cause l'existence et l'intégrité des autres êtres



humains. La marginalité est aussi partie de la culture globale, elle est un des puissants moteurs de son renouvellement, elle doit pouvoir être reconnue et trouver les ressources économiques pour s'exprimer librement, c'est une garantie de l'inclusion. Ici, il s'agit de la production culturelle traitée dans les documents des organisations internationales, de ce que l'on appelle la culture mainstream, la culture dominante et de ce qu'elle véhicule. Doit-on considérer que tout est parfait et que ce n'est encore une fois qu'une question de croissance, ou peut-on légitimement se poser la question de savoir comment cette culture se construit, qui la construit avec quels objectifs avant de vouloir la promouvoir à tout prix. Personnellement, je trouve dangereux de traiter ce secteur comme tous les autres, uniquement dans la recherche du retour sur investissement.

Par rapport au développement durable la production de films, pièces de théâtre, documentaires qui scénarisent les risques de dégradation de l'environnement, de dégradation de la biodiversité, ou promeuvent les initiatives positives pour les éviter sont effectivement des outils importants et précieux pour faciliter un développement durable. Pourtant elle reste plus l'œuvre de militants très engagés qui se débattent pour trouver des moyens financiers, les structures institutionnalisées de l'économie créative sont encore très loin d'en faire une priorité.

L'économie de la création artistique et culturelle, appelons les choses par leur nom, est déjà largement écrasée par la globalisation économique néolibérale. Encore une fois la recherche de la maximisation des profits pousse à une standardisation des productions pour obtenir la diffusion la plus large et finalement que va peser le petit fonds d'appui de l'UNESCO par rapport aux puissantes machines Hollywoodienne et chinoise?

## **Conclusion.**

Si l'ONU veut promouvoir une économie créative bienfaisante pour l'humanité et la planète il lui faudra clairement préciser qu'elle doit s'inscrire dans une véritable stratégie de durabilité qui protège à la fois toutes les ressources naturelles et toutes les formes du vivant sur cette terre. Il lui faudra aussi préciser que cette économie s'inscrit dans une stratégie inclusive dans laquelle un être humain égal un être humain chacun avec ses différences et que les plus défavorisés comme les autres doivent avoir accès à la création et à la consommation de biens culturels, préciser enfin que les outils économiques mis en oeuvre soient systématiquement démocratiques pour que l'économie devienne un bien commun qui réponde d'abord à la demande de valeur d'usage des populations en lieu et place de celle de la finance. Cela est-il possible pour ces institutions, on peut sérieusement se poser la question. Que recherchent-elles vraiment en voulant promouvoir l'économie créative pour un développement durable? J'ai bien peur que ce ne soit qu'une rationalité économique productiviste et c'est peut-être d'ailleurs pourquoi le mot culture n'est pas dans la formulation de l'annonce de cette année internationale.

Pour ma part j'aurais plutôt souhaité : une année de promotion de la production et diffusion de la culture au bénéfice de l'émancipation durable des êtres humains, de tous les êtres humains, passés, présents et futurs. Certes c'est une formulation plus longue, à la fois plus nuancée et plus précise. Elle ne se limite pas à une formule slogan, à la recherche si réductrice de la simplicité à tout prix, mais voudrait au contraire refléter la complexité de cette problématique afin de mieux saisir l'extraordinaire richesse des esprits humains, ce qui nous différencie encore des robots.

Comme économiste, je me refuse à considérer que la valeur du musée du Louvre se réduise aux ressources financières générées par la billetterie, ou même au prix des tableaux qu'il abrite. La valeur du musée du Louvre c'est sa capacité à illustrer les créations de l'esprit des êtres humains à travers les époques et cela ne peut s'inscrire dans aucun cadre économique quel qu'il soit. Pour nous les êtres humains, j'espère que la valeur non quantifiable de la pensée humaine et de ses multiples expressions continuera à transcender l'économique.

Christian Fauliau Le 14 Avril 2021  
christianfauliau@yahoo.fr

## **Quelques sources d'information**

### **Sites internet.**

Le République de l'économie sociale et solidaire  
[larepubliqueess.org](http://larepubliqueess.org)

La quadrature du cercle  
[laquadrature.net](http://laquadrature.net)

Reporterre  
[reporterre.net](http://reporterre.net)

Anticor.  
[anticor.org](http://anticor.org)

Mediapart  
[mediaspart.fr](http://mediaspart.fr)

Le vent se lève.  
[lvdl.fr](http://lvdl.fr)

Xerfi Canal Economie (surtout les videos d'Olivier Passet)  
[xerficanal.com](http://xerficanal.com)

Comité pour l'abolition des dettes illégitimes  
[CADTM.org](http://CADTM.org)

Le canard enchainé  
Le monde diplomatique  
Alternatives Economiques

#### **Quelques auteurs :**

##### **Histoire**

Patrick Boucheron.  
Pierre Kropotkine  
Mona Ozouf

##### **Ecologie**

André Gortz.

##### **Philosophie**

Souleymane Bachir Diagne  
Patrick Viveret  
Hannah Arendt  
Françoise Héritier  
Antenor Firmin égalité des races  
Edouard Glissant  
Edgar Morin

##### **Economie**

Gaël Giraud  
Thomas Piketty  
Benoit Borrits  
Yvan Illich.  
Dominique Méda (Travail, croissance)  
Jacques Gédéreux « la déconomie »